

# Libération

## RÉGIONALES Chez Wauquiez, les chômeurs ne sont pas aidés

PAGES 12-13

## MUSÉES Laurence des Cars, reine du Louvre

PAGE 16

En juin 1994, au sud-ouest du Rwanda, dans un centre de réfugiés tutsis menacés d'extermination. PHOTO JOSÉ NICOLAS. HANS LUCAS

# MACRON AU RWANDA L'HISTOIRE EN FACE

«Ni repentance ni déni»: le chef de l'Etat prononce ce matin à Kigali un discours de «reconnaissance», qui entend regarder sans fard le rôle de la France dans le génocide des Tutsis. Une étape importante pour l'Elysée qui, comme pour l'Algérie, entend dépasser les conflits mémoriels. PAGES 2-5



(PUBLICITÉ)



Photo F. Mentroni © Gallimard

« Embarquée sur son canoë de papier, Maylis de Kerangal remonte le courant jusqu'aux sources de l'écriture, chasseuse-cueilleuse de phrases d'une musicalité brute. »  
Élisabeth Philippe, *L'Obs*

maylis  
de kerangal



canoës

verticales

**ÉDITORIAL**Par  
**DOV ALFON****Lucidité**

Il a fallu cinquante-trois ans pour que la France reconnaisse sa responsabilité dans la déportation des juifs sous l'occupation nazie. Le délai fut tout aussi long pour des tragédies moins documentées, comme notre dette aux victimes des essais nucléaires français en Polynésie, ou aux victimes des massacres de Sétif en Algérie. Car comme Jacques Chirac l'avait avoué dès la phrase d'ouverture de son discours du Vél d'Hiv, «*il est, dans la vie d'une nation, des moments qui blessent la mémoire et l'idée que l'on se fait de son pays*». Entre avril et juillet 1994, un million de personnes – hommes, femmes et enfants, issus, pour l'immense majorité, de la minorité tutsie – ont été victimes du dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle, réalisé dans une fureur meurtrière par les forces gouvernementales et leurs milices. La lourde responsabilité de la France dans les événements qui vont conduire au génocide des Tutsis du Rwanda est de ces moments qui blessent la mémoire. En visite à Kigali ce jeudi, Emmanuel Macron prononcera un discours très attendu par les descendants de ces victimes, mais aussi par les Français. Le Président l'a annoncé dans un long entretien à la revue *Zadig*, publié à la veille de son départ : «*Je pense d'abord que les Français ont besoin de porter sur leur passé un regard lucide et décomplexé*». La lucidité demande qu'un devoir de mémoire se mette en place, comme le chef de l'Etat l'a encouragé dès son arrivée à l'Élysée. C'est la seule façon de nouer une relation digne avec les futures générations en Afrique, mais aussi d'éviter le prochain génocide. «*Qui aujourd'hui parle encore de l'annihilation des Arméniens ?*» avait remarqué Hitler dans son discours d'Obersalzberg, une semaine avant la conquête de la Pologne. Qui aujourd'hui parle encore de l'annihilation des Tutsis ? La France se doit de répondre, et de regarder sa responsabilité en face. ◆

# RWANDA

## Macron veut marquer la mémoire

En visite au mémorial du génocide de Kigali ce jeudi, le Président doit prononcer un discours très attendu par les Rwandais. A l'instar de la guerre d'Algérie, il revendique sur ce dossier une «*politique de reconnaissance*» mais sans «*repentance*».

Par  
**ALAIN AUFRAY**

«**R**egarder l'histoire en face.» En cette fin de quinquennat, c'est devenu son ultime credo. Qu'il s'agisse du génocide des Tutsis du Rwanda, de la guerre d'Algérie ou même du bilan de Napoléon Bonaparte, Emmanuel Macron prône le dépassement des conflits mémoriels les plus solidement installés. Il prétend, en ce domaine, aller plus vite et plus loin qu'aucun autre de ses prédécesseurs. Alors que la crise sanitaire a relégué au second plan les fondamentaux du projet macronien – il est assez peu question, ces temps-ci, de la restauration de la compétitivité ou de l'équilibre des comptes publics – tout se passe comme si la réconciliation des mémoires était devenue la priorité des priorités. Ce jeudi, le chef de l'Etat veut faire date avec le discours très attendu qu'il doit prononcer au mémorial du génocide de Kigali. Il s'agira ensuite, dans les mois qui viennent, de trouver les mots et les gestes pour commémorer le soixantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et les «*événements*» qui l'ont rendue possible.

Les personnalités qui ont échangé avec Macron – historiens ou responsables politiques – racontent un chef de l'Etat très mobilisé, convaincu que c'est sur ces questions plus que sur tout autre qu'il sera jugé et qu'il pourra peut-être même prétendre entrer dans l'histoire. Comme avait su le faire Jacques Chirac le 16 juillet 1995, en reconnaissant devant le mémorial du Vél d'Hiv la responsabilité de «*l'Etat français*» dans la rafle des 16 et 17 juillet 1942. Ou encore le chancelier allemand Willy Brandt quand il tomba à genoux devant le monument aux victimes du ghetto de Varsovie, le 7 décembre 1970.

**GESTES FORTS**

Macron fera-t-il un geste comparable ? Il a déjà indiqué, à plusieurs reprises, qu'il ne voulait être «*ni dans la repentance ni dans le déni*». Il préfère revendiquer la «*voie médiane*» d'une «*politique de la reconnaissance*» dont il assure qu'elle devrait «*rendre notre nation plus forte*». Dans un entretien-fleuve publié ces jours-ci par la revue *Zadig*, le chef de l'Etat développe l'idée que «*les Français ont besoin de porter sur [notre passé] un regard lucide et décomplexé*». Par nature très sensibles, ces sujets deviennent explosifs

quand ils sont manipulés à moins d'un an de la présidentielle. A propos du Rwanda comme de l'Algérie, il serait surprenant que les mots du chef de l'Etat ne donnent pas à quelques retraités de l'armée française, et surtout à l'extrême droite qui les instrumentalise, une nouvelle occasion de crier à «*la trahison*» et au «*délitement de la patrie*». Mais même dans le champ républicain, les oppositions l'attendent de pied ferme. Les fidèles de François Mitterrand se mobilisent contre toute forme d'excuses qui reviendraient à suggérer une culpabilité de leur grand homme dans le massacre des Tutsis. S'agissant de la colonisation, beaucoup à droite accusent déjà Macron de céder à cette «*injonction de repentance perpétuelle*» que dénoncent avec insistance les élus LR Bruno Retailleau ou Eric Ciotti. Dans *Zadig*, réfutant toute «*repentance*», le chef de l'Etat affirme à propos de la guerre d'Algérie que «*notre pays a besoin, pour vivre sereinement, de bâtir un récit commun et de poser des actes reconnaissant toutes ces vies, toutes ces mémoires*». Et ajoute qu'«*il faut agir, parce que plus de 10 millions de nos concitoyens vivent parfois douloureusement dans la mémoire de cette histoire partagée*». C'est tout le

sens, dit-il, de la récente reconnaissance par la France de la torture et l'assassinat d'Ali Boumendjel, «*un crime puis un déni terrible*». C'est ce «*travail qu'il faut continuer*» sans oublier «*tout ce que les pieds-noirs et les harkis ont subi*», poursuit le chef de l'Etat. Emmanuel Macron s'envole vers le Rwanda avec la bénédiction de Nicolas Sarkozy qui, dès 2017, l'avait encouragé à faire des gestes forts de réconciliation. Lors de sa visite à Kigali en 2010, ce dernier avait été le premier président français à dénoncer «*l'aveuglement*» et les «*erreurs politiques*» des dirigeants français en 1994. Macron aura multiplié les initiatives : d'abord en faisant du pays l'un des principaux interlocuteurs africains dans son combat pour la restauration du multilatéralisme, puis avec la nomination de la Rwandaise Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie et, enfin, avec la création d'une commission indépendante confiée à l'historien Vincent Duclert. En parlant de «*politique de la reconnaissance*» Macron espère désamorcer les inévitables controverses sur les excuses, jugées indispensables par les uns, insupportables par les autres. «*Il en parle comme de son "inspiration Haber-*





Emmanuel Macron et le président rwandais, Paul Kagame, à Paris en mai. LUDOVIC MARIN. AFP

mas"», décrit un proche du Président. A l'origine d'une «théorie de la reconnaissance», le philosophe allemand avait déjà été convoqué quand le «grand débat» a été proposé en réponse à la crise des gilets jaunes.

#### «NARRATIF INCLUSIF»

Le chef de l'Etat peut-il se prévaloir de «la grâce» de sa «naissance tardive», comme tenta de le faire le chancelier allemand Helmut Kohl au début des années 80? «Plus qu'émancipé par son jeune âge, Emmanuel Macron m'apparaît plus indépendant de certaines solidarités politiques qui empêchent qu'on avance», analyse Duclert. «Ce n'est pas une question de génération, je pense surtout qu'il est très ricœurien», répond Rachid Benzine, politologue, romancier et chercheur associé au Fonds Paul-Ricœur. Les deux hommes qui ont souvent échangé sur ces questions ont en commun de se réclamer de l'héritage du philosophe de la mémoire. A la «victimisation éternelle», Benzine oppose une reconnaissance de l'histoire dans sa pluralité. Il faut, dit-il, «sortir de la polarisation identitaire et construire un narratif inclusif». Le politologue a aussi participé aux travaux du comité dirigé par l'historien Pas- **Suite page 4**

## Au Parti socialiste, le génocide entraîne des réactions en gêne

**Le PS, sur lequel plane toujours l'ombre de François Mitterrand peine à examiner les années Rwanda.**

Les socialistes aiment les bougies. Ils n'oublient jamais de fêter un anniversaire. Cette année, ils ont replongé en mai 1981 pour l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir. Les roses ont fait les choses en grand: après-midi à la Bastille, soirée au siège du parti, journée dans la Nièvre, des documentaires, débats... Ils ont (presque) tout disséqué. Le parcours et le règne du premier président de la République socialiste. Les critiques ont été absentes. Pas question de sou-

ligner les échecs ou de mettre François Mitterrand sur le banc des accusés. Pourtant, un sujet reste en l'air: le Rwanda.

#### Ne rien planquer sous le tapis

La gêne n'est pas nouvelle. L'ancien Premier ministre Michel Rocard n'est plus de ce monde pour en témoigner. Mais comme l'a révélé *Libération* mercredi, en juin 1998, la mission d'information parlementaire (MIP) sur la politique de la France au Rwanda présidée par un socialiste, Paul Quilès, n'autorise pas Rocard à livrer son regard: en tant que Premier ministre, il avait été totalement écarté de la décision présidentielle d'intervenir au Rwanda en 1990. Des années sont passées: les socialistes

guettent de loin l'historien Vincent Duclert, qui a remis un rapport à Emmanuel Macron à la fin du mois de mars. La conclusion est limpide: la France de Mitterrand porte des «responsabilités lourdes et accablantes» dans la tragédie au Rwanda. Les roses restent en retrait. Dans un premier temps, le silence. Personne ne commente officiellement le rapport au sein de la direction. Une sorte de malaise s'installe alors que le premier secrétaire, Olivier Faure, est arrivé à la tête de son parti en 2018 avec une promesse: ne rien planquer sous le tapis. Un exemple: le chef des roses n'a pas hésité à critiquer violemment le quinquennat de François Hollande. Ses adversaires en interne se marrent. Ils soulignent que le

président «normal» ne dispose pas du même statut que François Mitterrand. Une manière d'expliquer que «Tonton» est intouchable. Comment faire? Olivier Faure a confié au secrétaire national à l'international du PS, Jean-Marc Germain, une mission périlleuse: mettre sur pied une commission «pluraliste» avec plusieurs auditions afin de présenter un rapport sur les années Rwanda. Jean-Marc Germain ne flippe pas sous la pression. Il prend le temps de lire le rapport de Vincent Duclert. «C'est un travail important pour toutes les formations politiques, nous, les socialistes, nous devons faire ce travail dans un climat serein sans tomber dans les instrumentalizations», dit-il. La première audition s'est déroulée «à huis clos» le 20 mai lors d'un bureau national. L'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve était autour de la table avec sa casquette de corapporteur en 1998 de la MIP sur la politique de la France au Rwanda. On ne peut pas dire que la soirée fut sereine.

#### Les éléphants veillent sur le passé

Le casting de départ a été chamboulé: Vincent Duclert devait également être présent lors de cette première audition. Mais il a décommandé. Il n'a pas goûté l'interview de Bernard Cazeneuve dans les colonnes du *Monde*. Le socialiste y critiquait ouvertement le rapport de l'historien, notamment sa conclusion qui épingle la France. «Vincent Duclert était d'accord pour venir parler de son travail mais il a senti le traquenard, Bernard Cazeneuve voulait en découdre», souffle un député socialiste attristé. La direction misait sur cette rencontre pour apaiser les tensions. Raté.

Deux hommes ont pris le relais pour combler l'absence de l'historien: le député Boris Vallaud et le président du Conseil national du parti, Luc Broussy. Ils ont tenté d'interroger l'ex-Premier ministre sur le rôle de la France. Bernard Cazeneuve est monté dans les tours. Il a renvoyé sans tact ses contradicteurs dans les cordes. Pas question de salir François Mitterrand et la patrie. Une histoire «complexe et compliquée» dans une région du globe où la France s'est «retrouvée seule» face à la tragédie, a-t-il expliqué. La colère de Cazeneuve fait encore jaser. Un témoin raconte: «Il n'a pas fait dans le détail, vraiment, il a ridiculisé ses interlocuteurs. C'était gênant et douloureux.»

Le début des auditions pose une évidence: le PS marche sur des braises. La jeune génération cherche à dépourssiérer l'histoire et les éléphants veillent sur le passé. Jean-Marc Germain, lui, ne renonce pas à la venue de Duclert. Il espère encore le convaincre. Et répète: «C'est important que ce travail soit fait.» La date de la conclusion des travaux n'est pas encore fixée. Les socialistes veulent se laisser du temps.

**RACHID LAÏRECHE**

Suite de la page 3 cal Blanchard, chargé d'établir une liste de noms (318 en tout) qui pourront être donnés à des rues ou bâtiments publics afin de «réparer les oublis des générations précédentes». Résolument hostile au déboulonnage de statues – «Je ne crois pas à l'effacement de notre histoire. Je crois à son apprentissage, à sa recontextualisation, à notre capacité à l'assumer, à la comprendre et à la porter ensemble», dit Macron dans *Zadig* –, le chef de l'Etat considère, selon son entourage, cette valorisation de figures issues de la diversité comme un moyen «d'enrichir le regard sur notre passé».

#### PACIFIER ET RÉCONCILIER

«Sur ces sujets, on sent que le Président a une conviction très forte. Il veut avancer: il considère que c'est sa responsabilité de président», juge le maire socialiste de Montpellier, Michaël Delafosse. Le chef de l'Etat l'a récemment contacté à propos d'un musée de la France et de l'Algérie que sa ville pourrait accueillir. La relance de ce projet, enterré par le précédent maire Philippe Saurel, figure parmi les préconisations du rapport confié à l'historien Benjamin Stora sur la colonisation et la guerre d'Algérie.

Pour le Rwanda comme pour l'Algérie, la «politique de la reconnaissance» entend se fonder sur les travaux de «commissions indépendantes» dirigées par des historiens (Duclert et Stora). Selon l'Elysée, il faut y voir l'illustration de la détermination à «regarder l'histoire en face». Mais dès lors que l'objectif politique est de pacifier et de réconcilier, l'historien peut-il vraiment faire son métier? «Une commission de parlementaires serait sans doute arrivée aux mêmes conclusions», estime un universitaire sceptique interrogé par *Libé*. Duclert réfute ce procès en instrumentalisation, qui traduit selon lui «une méconnaissance de la recherche». Il précise que le chef de l'Etat n'est «jamais intervenu» dans le cours de ses travaux. «Nous avons été très vigilants sur notre identité de chercheur et les devoirs de cette charge», assure-t-il. Ajoutant que c'est pour cette raison – et non «par dédain» ou parce qu'il critiquerait sa démarche – qu'il n'a pas souhaité, tout comme les douze autres membres de sa commission, accompagner le Président à Kigali ce jeudi. ♦

Lire aussi la tribune de Raphaël Glucksmann page 22.

LIBÉ.FR

**Vincent Duclert : «La recherche sur un tel passé n'est pas synonyme de danger mais de vérité et d'honneur»**

Choisi par Emmanuel Macron pour conduire les travaux de la commission chargée d'«analyser le rôle de la France et contribuer au renouvellement des analyses historiques sur les causes du génocide des Tutsis», l'historien répond à ceux qui questionnent l'indépendance d'une telle démarche. Et pointe un moment historique dont il faut se réjouir.



Intervention des commandos de marine français à Butare (Rwanda), le 1<sup>er</sup> juillet 1994. PHOTO JOSÉ NICOLAS. HANS LUCAS

## De Murambi aux collines de Bisesero, les ombres françaises du génocide au Rwanda

**La France a été omniprésente pendant et après l'extermination des Tutsis. Au-delà de la mémoire, pour les Rwandais, c'est la justice qui peut permettre la réconciliation.**

Macron à Gisozi : au-delà des paroles prononcées, la présence d'un président français ce jeudi au mémorial du génocide à Kigali restera l'image et le symbole du rapprochement amorcé entre la France et le Rwanda, vingt-sept ans après la tragédie. Macron n'est pas le premier chef d'Etat français à se rendre sur ce site ouvert en 2004. En 2010, Nicolas Sarkozy avait effectué le même pèlerinage face aux pierres tombales où reposent 250 000 victimes de l'extermination des Tutsis dans la capitale, d'avril à juin 1994. Ce n'est pas rien de parler face à tant de morts.

Sarkozy avait évoqué une «grave erreur d'appréciation», concernant le rôle joué par Paris au côté du régime qui va mener au génocide. Puis il avait fait un petit tour au musée retraçant l'histoire si particulière de ce pays. De la colonisation qui va contribuer à transformer

en «ethnies» des distinctions qui s'apparentaient jusqu'alors à des castes, à la mise en place d'une véritable politique d'apartheid stigmatisant les Tutsis dès la veille de l'indépendance, en juillet 1962. Et puis, bien sûr, le parcours s'achève avec le génocide. Un autre président français y figure en photo : François Mitterrand. Et les panneaux explicatifs ne font guère mystère de l'implication des forces françaises du mauvais côté de l'histoire. En réalité, la photo de Mitterrand se retrouve dans la plupart des sites mémoriaux du pays qui évoquent cette période tragique.

Comme à Murambi, dans le sud-ouest du Rwanda, non loin de l'ancienne localité de Gikongoro, rebaptisée Nyamagabe. Il faudra certainement attendre une autre étape du rapprochement entre Paris et Kigali avant de voir un président français se rendre sur ce site. L'ambiance y est bien plus lourde qu'au mémorial de Gisozi. D'abord à cause de ces salles, glaçantes, où des corps enduits de chaux sont exposés tels qu'ils ont été retrouvés dans les fosses communes qui entouraient cette ancienne école technique. Sur les conseils du préfet de la région, les Tutsis s'y sont regroupés, dès début avril 1994, pour «leur sécurité». C'était un piège.

Le 21 avril, les gendarmes et les miliciens donnent l'assaut en pleine nuit. Au petit matin, on retrouvera près de 50 000 morts. Ce même jour à l'ONU, le Conseil de sécurité vote le retrait de la majorité des Casques bleus du pays, abandonné à son sort. La France aussi votera en faveur du départ des soldats de l'ONU. Cet épisode honteux est bien sûr mentionné dans le petit musée de Murambi. Comme l'importance de l'implication française, une fois de plus. Mais Mitterrand n'est pas le seul à y figurer en photo. Le préfet de Gikongoro Laurent Bucyibaruta s'y trouve également.

#### FORME D'IMPUNITÉ

A la fin du génocide, ce dernier va quitter le pays. Et s'installer en France, comme de nombreux responsables rwandais suspectés d'avoir participé aux tueries. «Pourquoi la France l'a-t-elle accueilli? Ici personne ne l'a oublié», rappelle Liliane, la jeune guide du musée. Rescapé du massacre du 21 avril, Simon Mutangana s'était caché parmi des cadavres. Il se souvient bien, affirme-t-il, avoir vu le préfet ce matin-là au milieu du carnage. «Je l'ai entendu venir dire aux miliciens qu'ils devaient repartir sur les lieux d'un autre massacre», soutient-il. «Bucyibaruta était présent



Au mémorial du génocide de Kigali à la veille de la visite d'Emmanuel Macron. PHOTO STÉPHANE LEMOUTON. BEST IMAGES

dans une Jeep, un peu à l'écart, quand on donnait l'assaut», accuse de son côté Emmanuel Niyilinbuga, qui à l'époque faisait partie des assaillants et passera huit ans en prison après le génocide. «Pourquoi ceux qui nous donnaient des ordres ne seraient-ils pas jugés eux aussi ?» demande-t-il.

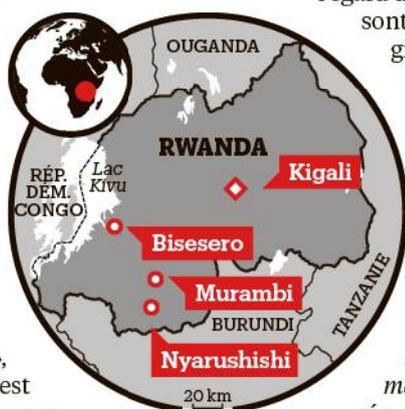
Longtemps, la justice française s'est montrée particulièrement lente. Seuls deux procès, concernant trois suspects, ont eu lieu à Paris depuis 1994. Pourtant, Laurent Bucyibaruta sera bien jugé. Le 21 janvier, son renvoi devant une cour d'assises a été confirmé. La plainte contre cet ex-haut fonctionnaire aujourd'hui âgé de 77 ans avait été déposée en 2000. Et au Rwanda, la lenteur de la justice française est souvent interprétée comme une forme d'impunité accordée à d'anciens alliés.

Le préfet de Gikongoro fut d'ailleurs l'interlocuteur des forces françaises de l'opération «Turquoise», fin juin 1994, lorsqu'elle est venue installer son QG dans ces bâtiments de briques qu'on distingue au loin, depuis le mémorial de Murambi. D'autres soldats français camperont dans l'école technique ensanglantée. Simon Mutangana y retourne à ce moment-là. Lui n'a rien à reprocher aux Français, si ce n'est d'avoir également accueilli sur ce site «des réfugiés qui affluaient pour être protégés par Turquoise et parmi lesquels il y avait des génocidaires». Les deux groupes seront installés dans des zones distinctes. Mais à la veille de

leur départ en août 1994, «les militaires français conseilleront à tout le monde de fuir le pays», explique Simon. «Ils nous répétaient que le Front patriotique rwandais, le FPR, nous tuerait tous.» Le FPR: cette rébellion dominée par des exilés tutsis, que les forces françaises avaient combattue pendant au moins trois ans au côté du régime en place, avant le génocide. Ce sont pourtant ces rebelles qui ont arrêté les massacres.

Reste que d'autres rescapés tutsis présents à Murambi au moment de l'opération Turquoise portent des accusations bien plus sévères à

l'égard des forces françaises. Elles sont immortalisées sur ces grandes stèles en granit qui parsèment le jardin de l'ex-école technique. «Pour leur détente, les Français avaient aménagé ici un terrain de volley-ball, à proximité immédiate d'une fosse commune de 10 mètres sur 15 mètres de long», lit-on sur l'une d'elles. Avant de préciser: «Ils marchaient dessus en allant récupérer le ballon lorsqu'il s'échappait du terrain.» Et d'énumérer les noms d'officiers français qui seraient «responsables des crimes commis à Murambi pendant Turquoise». Un peu plus loin, une autre stèle mentionne: «Ici le lieu du drapeau français. Les bâtiments servaient de dortoirs aux militaires, dans lesquels ils commettaient des viols.» Voilà la vraie raison pour laquelle aucun président français ne souhaiterait, dans l'immédiat, se rendre à Murambi. L'histoire est encore trop à vif, trop controversée.



En 2010, la justice française a déclaré recevables les plaintes de trois Rwandaises pour viols pendant Turquoise, qualifiées de «crimes contre l'humanité». Trois autres plaintes seront également acceptées entre 2012 et 2014. Alicia (1) fait partie des premières plaignantes. Cette quadragénaire explique avoir mis longtemps avant d'avouer publiquement ce qui lui était arrivé au camp de Nyarushishi, dans l'extrême sud-ouest du Rwanda. Quand son mari, épousé après le génocide, l'a appris, il l'a d'ailleurs aussitôt abandonnée.

#### «J'AVAIS TANT D'ESPOIR»

Elle avait 17 ans en 1994. Et dans son long récit, interrompu parfois par des bouffées d'émotion, ce qui frappe d'abord, c'est le nombre impressionnant d'épreuves subies dans sa fuite éperdue pendant les premières semaines du génocide. Jusqu'à l'arrivée dans ce camp où elle affirme avoir été régulièrement violée par plusieurs militaires français à la fois. Dont deux qu'elle pourrait encore identifier, assure-t-elle. Si on lui en donnait la possibilité. Car le dossier semble s'être enlisé.

Un autre a connu une évolution décisive fin avril: le parquet de Paris réclamait un non-lieu concernant la plainte déposée en 2005 par cinq Rwandais dans le dossier Bisesero. L'un des épisodes les plus tragiques qui ont eu lieu pendant l'opération Turquoise. Les militaires français sont accusés d'avoir abandonné à leur sort des milliers de rescapés tutsis cachés sur les collines boisées de Bisesero, du 28 au 30 juin 1994. «Quand nous avons vu les militaires français sur la route, nous sommes sortis de notre cachette. Nous pensions qu'ils allaient nous sauver! Mais s'ils n'avaient pas été suivis par une voiture de journalistes, ils ne se seraient même pas arrêtés», se souvient Eric

Nzabihimana, l'un des plaignants. «Je leur ai crié que nous étions menacés de mort», rappelle-t-il. En vain. Les militaires français repartent. Et pendant ce temps, les massacres vont redoubler d'intensité. L'annonce du non-lieu alors que le juge d'instruction avait refusé d'entendre certains haut gradés français l'a laissé abattu. «J'avais tant d'espoir dans la justice française», murmure-t-il, assis sur la terrasse d'un bar à Mubuga, dans l'ouest du pays. Au loin s'étendent les collines boisées de Bisesero. «Pendant trois mois, je n'ai cessé de courir en parcourant toute cette zone», dit-il en balayant le paysage d'un vaste geste. Devant ses yeux ressurgissent des images qui le hantent encore. «Je me souviens des milliers de corps boursoufflés qui couvraient cette pente, là-bas. Et plus loin, cette rivière dont les eaux avaient viré au rouge. Nous étions 60000 en avril, seuls 2000 d'entre nous vont survivre», énumère-t-il, d'une voix lasse. Derrière lui, l'église de Mubuga se dresse sur une colline. Une jolie paroisse où officiait pendant le génocide un prêtre catholique: Marcel Hitayezu. Installé en Charente-Maritime quelques années plus tard, il a obtenu le statut de réfugié en 2011 puis a été naturalisé. La justice a fini par le rattraper. Mi-avril, il a été mis en examen pour «crime de génocide». Ainsi va la justice, parfois sommée de jouer les arbitres de l'histoire, oscillant entre les victoires des uns et les défaites des autres. A la veille de la visite de Macron, l'Elysée se déclarait conscient de la nécessité de lui «donner plus de moyens d'action», afin de réagir plus vite et de mieux appréhender cette page d'histoire qui lie les deux pays.

MARIA MALAGARDIS

Envoyée spéciale au Rwanda

(1) Le prénom a été modifié.